



COMMUNIQUE DE PRESSE

TTIP: Le LSAP vigilant, prêt à défendre les intérêts européens

Les négociations pour un accord de partenariat et d'investissement transatlantique (Transatlantic Trade and Investment Partnership) ont été lancées en juillet 2013, suite au mandat confié à la Commission européenne par les pays membres de l'UE.

Selon la volonté exprimée du côté européen, l'UE doit aborder l'ensemble des questions à traiter en réaffirmant sans équivoque son modèle économique et social. Le développement durable sera un objectif prioritaire tout au long des négociations, sur base de l'acquis de l'Union et des législations nationales en matière de protection de l'environnement, du travail et des consommateurs, de la diversité culturelle et linguistique.

Le LSAP regrette vivement que le mandat n'ait pas fait l'objet d'une discussion approfondie dans l'opinion publique européenne avant le début des négociations.

En date du 27 mars 2014, la Commission européenne a enfin lancé une consultation publique en ligne sur la protection des investisseurs dans le cadre du TTIP. Un peu tard! Elle aurait pu le faire plus tôt. Toujours est-il que, suite à la pression du Parlement européen et des protestations de nombreuses ONG, cette consultation a lieu. Nous espérons qu'il y aura une forte participation et que les ONG nationales feront entendre leurs critiques et leurs suggestions. En tant que socialistes, nous nous engageons, comme le souligne Martin Schulz dans toutes ses interventions, à rendre les négociations transparentes et à informer pleinement les citoyens sur le mandat et les différentes étapes des négociations.

Les inquiétudes exprimées par une large opinion publique européenne sont compréhensibles: les Américains vont-ils imposer leurs standards aux Européens et les obliger à adopter une culture et un mode de vie dont nous ne voulons pas?

D'un autre côté, s'il y avait accord sur des normes et standards communs, acceptés par l'UE et les Etats-Unis, ceux-ci pourraient servir de modèle à d'autres accords commerciaux avec des pays tiers dont les standards sont bien inférieurs à la fois à ceux des Etats-Unis qu'à ceux de l'UE. Ce serait une chance à saisir pour la régulation et la réglementation du commerce international.

Nous pensons que l'Europe ne doit pas se replier sur elle-même et refuser de discuter avec un grand partenaire. Au contraire, il faut aborder ces négociations avec la nécessaire circonspection bien sûr, mais

aussi avec la confiance dans notre capacité d'innovation et de développement et la ferme volonté de défendre ensemble en tant qu'Européens notre modèle social et environnemental.

Nous nous refusons à juger du résultat des négociations avant que les pourparlers ne soient terminés. De nombreuses étapes restent à franchir, les négociations demandent du temps et en dernière instance il appartiendra au Parlement européen et aux parlements nationaux des 28 Etats d'adopter le traité. S'il est bon et contribue à plus d'équité dans le commerce international, nous serons fiers de l'adopter. En revanche, si le résultat est mauvais, c'est à dire s'il ne profite qu'aux grandes multinationales et met en danger nos acquis, nous nous y opposerons avec véhémence.

**Communiqué le 6 mai 2014 par les candidats du LSAP aux élections européennes :
Mady Delvaux, Marc Angel, Cathy Fayot, Cátia Gonçalves, Tom Jungen, Liz May**